 **ELECTIONS PRESIDENTIELLES ET LEGISLATIVES**

 **PAR NOS LUTTES ET NOS VOTES**

**1**

 **GAGNONS LE PROGRES SOCIAL**

 Pour les salaires, pensions et minima sociaux

Force est de constater que les enjeux du premier tour, c’est à dire le projet de société porté par chaque candidat, sont occultés par le jeu de ralliement de certains politiques ou par les “affaires” de certains candidats, pour peser sur le résultat de l’élection.

Le débat d’idée doit avoir lieu, c’est pourquoi la CGT 77, en toute indépendance, porte sa vision d’une société plus juste et plus humaine. Le vote utile doit être avant tout le choix d’un projet de société.

Pour la 11ème année consécutive, il n'y a pas eu de décision gouvernementale pour réévaluer le SMIC et améliorer les conditions de vie de millions de salariés. Il en est de même avec le gel du traitement des fonctionnaires, des pensions et minima sociaux. Des salariés qui s'appauvrissent et des riches de plus en plus riches, voilà la réalité de ce quinquennat.

## LE TRAVAIL EST UNE RICHESSE :

* **Augmenter les salaires,**

**c'est aussi augmenter les cotisations sociales, ce que certains nomment**

**"les**

**charges", pour retrouver une protection sociale de haut niveau qui garantit le droit à la santé pour tous, le droit à la maternité, à l'éducation des jeunes enfants, au logement, le droit de vivre sa vieillesse dignement.**

* **Les cotisations sociales représentent le salaire socialisé, c'est-à-dire la part de salaire mis en commun pour financer la Sécurité Sociale.**

De nos jours, le salaire est souvent présenté comme un coût

**PROTECTION SOCIALE**

pour l'entreprise, certains parlent de "coût du travail". Ce dogme prend à contrepied une réalité pourtant incontournable.

Le travail ne coûte pas, il est le seul qui crée de la valeur qui permet de payer les investissements, les matières premières, les salaires.

Le travail n'est donc pas un coût.

 En réalité, c'est la rémunération du capital qui constitue une charge.

## LE CAPITAL EST UN COÛT :

Plus de 230 milliards d'€ d'argent public chaque année sont donnés au patronat. Ces 230 milliards d'€ représentent, chaque année,

7 666 666 salaires sur 12 mois.

En 2016, les entreprises du CAC 40 ont distribué pas moins de 55,7 milliards d'euros sous forme de dividendes. Elles se sont rapprochées des 56 milliards versés en 2014 et surtout des 57,1 milliards distribués en 2007, juste avant la crise financière..

**En 1950, pour 100 € de salaire brut versé aux salariés, les entreprises versaient 10 € à leurs actionnaires et 4 € sous la forme de charge d'intérêt de leurs dettes.**

**Aujourd'hui, pour 100 € de salaires versés aux salariés, les actionnaires reçoivent 49 € et les créanciers 18 € !**

 **LE SALAIRE, C'EST LES QUALIFICATIONS, DE L'EXPERIENCE ET DES SAVOIR-FAIRE !**

**Les grilles salariales permettent d'inscrire des droits individuels dans un cadre collectif, garantissant un niveau de salaire en lien avec sa qualification, son expérience et son savoir-faire.**

✓

**La grille salariale doit permettre un réel déroulement de carrière pour chacun. Elle peut mettre fin aux évolutions faites "à la tête du client", sans respect pour les savoir-faire et capacités professionnelles de chacun.**

**Des moyens de financer le progrès social.**

**Renforcer la lutte contre la fraude fiscale : 60 à 80 milliards**

La fraude fiscale représente un manque à gagner de 60 à 80 milliards d’euros par an, soit l’équivalent du déficit public annuel (75,9 milliards en 2016).

**Taxer les transactions financières : entre 10 et 36 milliards**

Une taxe sur les transactions financières (TTF) existe déjà en France. Il faut aller plus loin, en promouvant une taxe de 0,1 % sur toutes les transactions financières, et de 0,01 % sur certains produits dérivés, qui servent à spéculer sur la valeur d’une matière première ou d’un bien immobilier.

**Réformer les niches fiscales : 10 à 15 milliards**

La France compte... 451 niches fiscales ! Elles constituent un manque à gagner total de 89,9 milliards d’euros pour les finances publiques. Par exemple le crédit impôt recherche accordé aux entreprises dépasse 5 milliards d’euros, *« alors que son efficacité n’a pas été démontrée et qu’il sacrifie la recherche publique »*.

**CICE : 40 milliards pour l’emploi**

Le crédit d’impôt pour la compétitivité et l’emploi (CICE) constitue un manque à gagner de 40 milliards d’euros par an et n’a contribué à créer ou sauvegarder – au mieux – que 100 000 emplois selon les études les plus optimistes. Soit une subvention indirecte de… 400 000 euros par emploi ! Equivalent à + de 11 ans de SMIC paremploi !

**AUGMENTER LES SALAIRES, PENSIONS ET MINIMA SOCIAUX:**

**C’EST POSSIBLE, URGENT ET JUSTE!**





**la CGT exige :**

**La CGT invite les salariés, retraités et privés d’emplois à se mobiliser pour le progrès social :**

* **La CGT revendique un SMIC à 1 800 € brut comme départ de grille pour un emploi ne nécessitant ni diplômes ou expérience.**
* **Au bout d’une carrière professionnelle, chaque salarié doit au minimum avoir obtenu le doublement de son salaire d’embauche.**
* **La fin du gel des pensions du régime général et des régimes complémentaires.**

**Un taux de remplacement au minimum de 75 %, calculé sur les dix meilleures années de salaire et en aucun cas inférieur au SMIC.**

* **Un revenu de remplacement, à hauteur de 80 % du dernier salaire avec au minimum le SMIC, jusqu’au retour à l’emploi pour tous les salariés privés d’emploi sans exception, y compris les primo demandeurs d’emploi et les salariés précaires.**
* **L’égalité entre les hommes et les femmes doit être appliquée de manière effective.**

**DANS LES URNES**

**POUR LES PRESIDENTIELLES LES 23 AVRIL ET 7 MAI 2017.**

**POUR LES LEGISLATIVES LES 11 ET 18 JUIN 2017**

**DANS LA RUE: LE 1ER MAI A PARIS - MANIFESTATION A PARTIR DE 15H00**

**Bus Mitry :** BOURSE DU TRAVAIL : 13h00 - MAIRIE CENTRALE : 13h10 MAIRIE ANNEXE : 13H20

N° Téléphone pour réservation : 06.89.39.27.03

**Melun :** Parking Gigastore : 12h30 - Réservation par sms au : 06.82.57.66.72

**Nemours :** Parking Casino : 12h (départ 12h30) - Réservation : 07.88.25.97.01 ou 06.70.52.49.95